

**Etats-Unis - Union européenne -
Iran - CETA - Canada - Entretien
de M. Jean-Baptiste Lemoyne,
Secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, avec "Les Echos"**
(Paris, 07 mai 2018)

Q - Seriez-vous prêts à des concessions commerciales, auprès des Etats-Unis, pour que l'Union européenne soit exemptée des taxes sur les importations américaines d'acier et d'aluminium définitivement et non jusqu'au 1er juin ?

R - Dans ce dossier, le gouvernement français soutient la position de la Commission européenne, à savoir demander une exemption totale, permanente et non conditionnée. Le président de la République, Emmanuel Macron, a rappelé au Conseil européen en mars dernier que l'on ne négocie pas avec un pistolet sur la tempe. Nous attendons maintenant la réponse définitive des Etats-Unis. La France n'est pas favorable à des discussions tarifaires qui ne conduiraient qu'à des concessions unilatérales.

Q - Vous n'êtes donc pas en faveur d'une réduction des droits de douane sur les importations automobiles des Etats-Unis...

R - Nous ne croyons pas en la stratégie consistant à engager des négociations sur les droits de douanes. En effet, si cette négociation se réduit à la seule ligne tarifaire de l'automobile, nous serions en infraction vis-à-vis des règles commerciales de l'Organisation Mondiale du Commerce sauf à appliquer la baisse des droits à tous les pays et non aux Etats-Unis, ce qui n'est pas souhaitable. Nous devrions alors mettre sur la table d'autres secteurs industriels dans le cadre d'un accord plus large. Nous avons vu les difficultés lors des négociations sur le TTIP qui ont échoué. Aujourd'hui l'administration américaine ne semble pas vraiment dans l'état d'esprit de négociations équilibrées et mutuellement bénéfiques. Ressusciter ces discussions ne nous semble pas opportun d'autant plus que la France, comme la Commission européenne, est en faveur d'accords commerciaux de juste échange et non pas seulement de libre-échange. Les futurs accords européens doivent pour ce faire contenir des dispositions suffisamment ambitieuses sur le climat et l'environnement. Or les Etats-Unis ont décidé de quitter l'accord de Paris sur le climat.

Q - La position commune de Paris et Berlin semble se lézarder...

R - Paris et Berlin partagent la même ambition : l'Union européenne ne doit pas être le bouc émissaire des tensions commerciales sur l'acier générées par d'autres pays dans le monde. Les deux gouvernements, à tous les niveaux, sont dans une concertation constante. Je me rendrai d'ailleurs à Berlin le 11 mai prochain pour échanger avec mon homologue Ulrich Nussbaum en

amont de la réunion des ministres du Commerce de l'UE le 22 mai.

Q - Êtes-vous prêts à une guerre commerciale avec les Etats-Unis ?

R - L'Union européenne ne resterait pas les bras croisés. Le droit commercial international nous permet de prendre des mesures de sauvegarde pour faire face à un éventuel report, vers l'Europe, des exportations d'acier et d'aluminium actuellement dirigées vers les Etats-Unis. Nous nous y préparons. L'UE est aussi prête à contester auprès de l'OMC toute mesure unilatérale qui attenterait aux intérêts européens, et à répondre de manière proportionnée en conformité avec le droit de l'OMC. Mais nous sommes aussi prêts à travailler avec les Etats-Unis pour réformer l'OMC et refonder le multilatéralisme. C'est d'ailleurs le thème choisi par la France qui présidera la réunion ministérielle de l'OCDE les 30 et 31 mai.

Q - Quelles réformes vous semblent nécessaires ?

R - Il faut d'abord permettre à l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC de mieux fonctionner, plus rapidement et plus efficacement. Mais il faut aussi relancer la fonction normative de l'OMC, pour adapter les règles du commerce international aux pratiques économiques actuelles. Il faut faire par ailleurs un effort de transparence en améliorant les notifications à l'OMC des politiques d'aide et de subvention que pratiquent les pays membres. A ce jour, seulement 50 % du montant des subventions est notifié. Nous y gagnerons en visibilité et nous pourrions agir en conséquence.

Q - Partagez-vous les reproches des Etats-Unis vis-à-vis de l'ORD justement ?

R - Les Etats-Unis ont tendance à considérer que cet organe est injuste envers eux et, de ce fait, bloquent la nomination de juges. Or, nous avons besoin d'un arbitre dans le commerce international. Sinon, la loi du plus fort s'impose. Nous serions alors projetés des décennies en arrière. Bloquer le fonctionnement de l'ORD comme semblent vouloir le faire les Etats-Unis, n'est un service à rendre à personne si nous voulons une mondialisation régulée. Notre objectif doit être de maîtriser la mondialisation, en en corrigeant les excès, pas de bloquer le système international pour nous renfermer sur nous-mêmes.

Q - Avez-vous des assurances sur le fait que les entreprises françaises, notamment automobiles, pourront continuer de travailler avec Rusal pour leur approvisionnement en aluminium ?

R - Les sanctions américaines à l'encontre d'entreprises et de dirigeants russes posent le problème de l'extraterritorialité des lois américaines, qui affectent nos entreprises. Sur le cas particulier de Rusal, j'ai eu un échange lors du Conseil d'administration de la Banque mondiale avec le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin. Ce dernier m'a assuré que le problème est identifié et que ses équipes travaillaient à une solution.

Q - Craignez-vous un impact majeur sur les intérêts économiques français si l'accord nucléaire

avec l'Iran est dénoncé par Trump ?

R - Lors de mes deux déplacements en Iran, dont l'un avec le Medef International, j'ai bien senti l'appétence des entreprises françaises pour l'Iran. Dans le même temps, celles-ci éprouvent des difficultés de financement. La BPI élabore donc une offre alternative de financement de ces exportations vers l'Iran. Aujourd'hui cependant, l'urgence est politique : le Président de la République est totalement engagé pour maintenir l'accord de Vienne. Il a également posé les jalons d'une solution globale assurant la stabilité régionale.

Q - Quand allez-vous soumettre aux députés français la ratification de l'accord du CETA avec le Canada ?

R - Il sera soumis à ratification une fois que l'étude d'impact conduite par l'institut de recherche du Cepii sera achevée. Cette étude, précise sur le plan de l'impact au niveau des régions et des filières, prend du temps. C'est un long travail. Mais, nous tenons à éclairer pleinement le Parlement qui se prononcera, et en particulier les Commissions des Affaires étrangères qui ont fait des demandes précises.

Q - En vigueur depuis septembre dernier, les craintes d'invasion de viande bovine canadienne se sont-elles matérialisées ?

R - Nous n'avons pas observé de déferlante de viande bovine canadienne sur le marché. Au contraire, les éleveurs canadiens utilisent 1 % des quotas qui leur ont été attribués. En sens inverse, nos producteurs de fromage utilisent près de 95 % de leurs quotas. C'est une très bonne nouvelle pour nos indications géographiques, qui sont par ailleurs beaucoup mieux protégées sur les marchés export grâce à l'accord. Sur ce point, le CETA constitue une jurisprudence que nous promouvons dans les autres négociations, avec le Mexique par exemple"./.